

**Marché du Centre des Monuments Nationaux -
Château de la MOTTE TILLY**

MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES SYLVICOLES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCATP)**

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

MARCHE PONCTUEL SIMPLE n° 2026-MOTTE TILLY -01

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2.	PERSONNE SIGNATAIRE DU MARCHE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1.3.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU MARCHE.....	4
1.4.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.5.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	4
2	OBJET – DISPOSITIONS GENERALES	5
2.1.	OBJET DU MARCHE	5
2.2.	PROCEDURE.....	5
2.3.	CLASSIFICATION CPV	5
3	CARACTERISTIQUES DU MARCHE.....	5
3.1.	FORME DU MARCHE	5
3.1.1.	<i>Décomposition en lots</i>	5
3.1.2.	<i>Modalités d'attribution du marché</i>	5
3.2.	PRESTATIONS SIMILAIRES	6
3.3.	VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	6
4	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	6
5	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE.....	6
5.1.	ÉTAT INDICATIF DU (DES) CHANTIER(S) - COMMANDE PREVUE	6
5.2.	MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS	6
6	CLAUSES TECHNIQUES.....	7
7	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	7
7.1.	20
7.1	UNITE MONETAIRE	20
7.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX	20
7.2.1.	<i>Nature des prix</i>	20
7.2.2.	<i>Contenu des prix</i>	20
7.3.	INDEMNISATION.....	21
7.4.	VARIATION DANS LES PRIX	21
7.5.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	21
7.5.1.	<i>Avances</i>	21
7.5.2.	<i>Acomptes</i>	21
7.5.3.	<i>Facturation</i>	21
7.5.4.	<i>Paiement des sous-traitants</i>	21
7.5.5.	<i>Délai global de paiement</i>	21
7.5.6.	<i>Nantissement ou cession de créance</i>	22
8	PENALITES.....	22
8.1.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	22
8.2.	RETARD IMPUTABLE AU POUVOIR ADJUDICATEUR	22
9	DROIT, LANGUE.....	23
10	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	23
10.1	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	23
10.2	TRAVAIL CLANDESTIN.....	23
10.3	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	24
10.4	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	24

11	DEROGATIONS AU CCAG PRESTATION DE SERVICES ET FOUNTURES COURANTES	24
-----------	--	-----------

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Centre des monuments nationaux (CNM)
Hôtel de Sully
62, rue Saint Antoine
75486 Paris Cedex 04

Identification du monument concerné :

Château de La Motte Tilly
D951
10400 LA MOTTE TILLY

M. Jean-Marie VERFAILLIE
Tél : 06 66 65 13 09
Mél : jean-marie.verfaillie@monuments-nationaux.fr

1.2. Personne en charge de l'exécution et du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi du marché est l'Office National des Forêts (ONF), retenu par le pouvoir adjudicateur comme Assistant Technique à Donneur d'Ordre (ATDO), représenté par :

M. YOHANN LEPY, technicien forestier territorial
Unité territoriale de d'Aix en Othe
27 avenue Tricoche Maillard
10160 AIX EN OTHE
Téléphone : 06 03 54 06 23
Mél : yohann.lepy@onf.fr

1.3. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif ou technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif ou technique est :

Centre des monuments nationaux (CNM)
Daji
Hôtel de Sully
62, rue Saint Antoine
75486 Paris Cedex 04

1.4. Comptable assignataire des paiements et personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Le comptable assignataire des paiements est :
L'agent comptable du centre des monuments nationaux
Hôtel de Sully
62, rue Saint Antoine
75486 Paris Cedex 04

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles : Centre des monuments nationaux (CNM). Réalisation d'une plantation avec protection dans les parcelles forestières n° 18.1, 22.3, 23.1 sur 7.07 ha. L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services et fournitures courantes publiées par arrêté du 31 mars 2021.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77200000-2	Services sylvicoles
------------	---------------------

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE

3.1. Forme du marché

3.1.1. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 2 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

Lots	Prestation(s) Principales	Quantité de commande estimative	Lieux d'exécution	Représentant ONF en sa qualité d'ATDO
1	Broyage en plein, fourniture et pose d'une clôture de protection contre le gibier.	5.2 ha	Parcelles 18.1, 22.3, 23.1	M. Yohann LEPY
2	Fourniture et mise en place de plants.	4 498 plants, dont 3 200 chênes pédonculé, 460 Aulnes glutineux, 838 peupliers de virginie	Parcelles 18.1, 22.3, 23.1	M. Yohann LEPY

3.1.2. Modalités d'attribution du marché

Chaque lot n'est attribué qu'à un seul et même soumissionnaire

3.2. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.3. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

3.4. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Variantes relatives à la mise en place des plants :

Les candidats doivent obligatoirement répondre à l'offre de base et à la variante obligatoire concernant la pénurie de plants sous peine de voir leur dossier d'offre considéré comme incomplet et donc irrégulier.

Variantes relatives à la fourniture des plants

Des variantes concernant : **l'essence, la taille, l'âge, le conditionnement ou la provenance** des plants sont acceptées. La proposition d'une variante ne vaut pas son agrément. Elle est faite en complétant les cases prévues à cet effet dans le détail quantitatif estimatif valant bordereau des prix unitaires.

Ces variantes seront éventuellement retenues en fonction des disponibilités et de la conformité des origines et dimensions proposées par rapport aux arrêtés préfectoraux en vigueur sur la région de mise en œuvre des plants.

Prestation supplémentaire éventuelle : Le lot n° 1 comporte une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) que le candidat devra obligatoirement proposer et chiffrer dans son offre : la fourniture et la pose d'une clôture de protection contre le gibier en grillage lourd, d'une hauteur de 2,50 m, avec un volet bas enterré de 50 cm, incluant deux portes de 5 m de large pour le passage d'engins.

Il est précisé que cette prestation supplémentaire éventuelle relative à la fourniture et à la pose d'un grillage lourd ne peut en aucun cas s'ajouter au grillage médium prévu dans l'offre de base. Elle vient exclusivement en substitution de celui-ci.

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et le détail quantitatif estimatif valant bordereau des prix unitaires au présent marché ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et techniques Particulières (CCATP) et ses annexes, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi ;
- le Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF) et les Clauses Générales d'Achat de prestations de services et de fournitures courantes
- le mémoire technique / fiche de renseignements
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

A noter, les Clauses Générales d'Achat de prestation de services et de fournitures courantes étant réputées connues par les opérateurs économiques, elles ne sont pas matériellement jointes au dossier de consultation. Néanmoins, elles sont disponibles sur le site internet www.legifrance.gouv.fr

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.1. Etat indicatif du (des) chantier(s) - commande prévue

Le présent marché constitue la commande émise par le donneur d'ordre pouvoir adjudicateur.

5.2. Modalités de réception des prestations

Dans les conditions fixées dans le CCAG – prestations de services et fournitures courantes, en cas d'exécution des prestations ne donnant pas entière satisfaction sur le plan de la qualité rendue, le donneur d'ordre pourra ajourner l'admission des prestations, puis, le cas échéant, appliquer une réfaction, ou prononcer le rejet des prestations

6.1. Clauses générales

La réalisation des chantiers se fera en conformité avec les prescriptions du Cahier national de prescriptions pour les travaux et services forestiers (CNPTSF), consultable sur le site internet de l'ONF et dont **il appartient aux candidats de prendre connaissance**.

<https://www.onf.fr/produits-services/+640::cahier-national-des-prescriptions-des-travaux-et-services-forestiers-cnptsf.html>

Les entreprises titulaires veilleront à respecter la réglementation et les éventuelles consignes complémentaires de l'ONF en matière de signalisation des chantiers sur toutes les voies et sentiers d'accès, et de limitation des nuisances sonores.

Les équipes du titulaire comprendront chacune au moins une personne parlant français ou un traducteur.

Les travaux incluent :

- La production sur le chantier de toutes les fournitures nécessaires à la bonne exécution des travaux,
- Les frais d'outillage et de matériel, y compris éventuellement les locations d'engins ou de véhicules,
- La fourniture et la pose de panneaux de chantier,
- Les installations de chantier (signalétique, baraquement pour le personnel) et l'organisation des travaux,
- Le nettoyage permanent des salissures causées par les engins de chantier sur les voies de circulation automobiles et piétonnes situées à l'extérieur du chantier ou par les personnes sur le chantier.

6.1.1. Conditions de réalisation

Le titulaire devra utiliser des matériels adaptés aux prestations demandées.

Les prestations mécanisées seront effectuées exclusivement sur sol ressuyé, afin de minimiser les effets de tassement liés au passage des engins et l'orniérage d'une part, et d'autre part afin de garantir un travail de sol de qualité attendue, sans effets de lissage et de poches d'air importantes en profondeur.

6.1.2. Plan de chantier et consignes

Un plan du chantier, qui précise toutes les informations nécessaires, est annexé au présent CCATP comprenant notamment :

- les conditions d'accès au chantier ;
- les zones à travailler ;
- l'orientation des cloisonnements ou lignes de plants.
- le schéma de plantation indiquant l'orientation des lignes, bandes ou linéaires à réaliser, le nombre de lignes ou de bandes à prévoir par entraxe de cloisonnements d'exploitation, la largeur des différents cloisonnements, etc ;
- les zones de risque, qui seront reprises dans la fiche de chantier transmise au démarrage des chantiers ;
- les zones à ne pas travailler : mares, zones d'extraction, zones de présence d'espèces protégées, zones d'arbres préexistants à préserver ou d'arbres à conserver pour la biodiversité ;
- la distance de recul par rapport au périmètre du chantier (chemins et routes, peuplements voisins, engrillagement, etc.). Ces distances de recul seront à respecter par l'entreprise titulaire : leur non-respect ne donnera pas lieu à la rémunération des prestations effectuées dans les zones où le travail n'était pas nécessaire.

Le jalonnement de l'ensemble du dispositif, ainsi que l'installation et l'enlèvement de tout dispositif d'aide au repérage, sont à réaliser par l'entreprise titulaire et seront contrôlés par l'ONF, en sa qualité d'ATDO.

6.1.3. Risques liés au chantier

En présence d'un risque connu, l'ONF, en sa qualité d'ATDO, devra signaler ce risque à l'entreprise titulaire. L'entrepreneur titulaire aura la responsabilité de tenir compte de ce risque dans la réalisation des prestations et de prendre les mesures nécessaires à la protection de ses salariés et de son matériel. Il mettra en place l'ensemble des mesures de sécurité figurant **au plan de prévention établi pour le chantier**, et devra avertir

l'ONF, en sa qualité d'ATDO, de tout élément susceptible d'augmenter le risque ou de déclencher la survenue d'un incident.

En cas d'utilisation de matériels ou d'outils susceptibles de provoquer un départ de feu, l'entrepreneur prévoira dans la cabine des engins, des extincteurs, et à proximité du chantier une citerne à eau de capacité suffisante équipée d'une pompe et respectera la réglementation en vigueur.

En cas de constat de départ de feu, le chauffeur d'engin devra impérativement avertir au plus vite les secours, ainsi que l'ONF, en sa qualité d'ATDO, et ce même au cas où il aurait maîtrisé le départ de feu, afin que l'ONF, en sa qualité d'ATDO puisse évaluer les risques de propagation du feu en litière.

6.1.4. Prévention du risque et conduite à tenir en cas de pollution

Pour limiter les risques de pollution, l'entreprise titulaire mettant en œuvre des équipements non portatifs doit disposer sur le chantier :

- du matériel de stockage, de remplissage et de récupération des huiles et hydrocarbures conçus pour cet usage conformément à la réglementation, afin d'empêcher toute fuite de lubrifiant ou de carburant ;
- des absorbants adaptés (produits ou kits), qui doivent toujours être à disposition dans les engins, afin d'empêcher les déversements dans le milieu naturel et de stopper l'écoulement des substances polluantes en cas de rupture de flexible ou autre accident de ce type.

L'entreprise titulaire devra entretenir et approvisionner en carburant les engins mécaniques hors des parcelles forestières et en tout cas à l'écart des cours d'eau, plans d'eau, fossés et zones humides.

Conformément aux engagements pris par l'ONF dans le cadre de sa politique environnementale, l'entreprise titulaire devra utiliser systématiquement, pour les huiles hydrauliques, des lubrifiants biodégradables satisfaisant aux critères et exigences de l'éco-label européen.

6.1.5. Zones à protéger

Des sites archéologiques ou sites d'intérêt pour l'environnement ou la biodiversité (mares, zones protégées...) pourront être présents sur certaines parcelles. Dans ce cas l'ONF, en sa qualité d'ATDO précisera sur le plan la localisation des zones fragiles et indiquera les précautions à prendre pour la réalisation du chantier.

Le passage d'engins sera proscrit sur les éléments constitutifs du site archéologique et dans les zones protégées.

Le décapage du sol sera strictement interdit dans les zones fragiles, notamment sur les buttes et talus.

Des consignes environnementales particulières pourront éventuellement être précisées dans les zones présentant un fort intérêt écologique. Il faudra veiller au respect des particularités écologiques et paysagères mentionnées au cahier des charges.

6.1.6. Points d'arrêt au cours de la réalisation des prestations

Des points d'arrêt, correspondant à des vérifications et contrôles à faire, sont prévus dans le cadre de ce marché.

Le titulaire avertira l'ONF, en sa qualité d'ATDO, au plus tard la veille de l'achèvement des étapes techniques correspondant à ces points d'arrêt envisagés, de manière à ce qu'il puisse se rendre disponible pour procéder au contrôle et vérifier si la prestation est conforme aux prescriptions du présent CCTP.

En cas de non-conformité, le travail sera repris et fera l'objet d'un nouveau contrôle par point d'arrêt, avec les mêmes conditions de prise de rendez-vous préalable.

Si l'intervention n'est toujours pas satisfaisante, le marché pourra être résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur. Les sommes dues au titulaire lui seront réglées.

6.1.7. Dispositions diverses

- **Visite de chantier**

Pour permettre de bien prendre en compte les éléments de réponse nécessaires à la présente consultation il est conseillé de se rapprocher de l'ATDO pour une visite de chantier. Les modalités de lieu et horaire de rendez-vous seront adressées sur demande.

- **Réunions de chantier**

Une réunion de chantier aura lieu le jour du commencement des travaux. Lors du déroulement de ceux-ci, des réunions pourront être organisées à l'initiative de l'ONF, en sa qualité d'ATDO, du Donneur d'ordres ou du titulaire, à charge pour la partie organisatrice de prévenir les autres, à minima, deux jours ouvrables auparavant.

- **Travaux supplémentaires**

Aucun travail supplémentaire ne sera réalisé par l'entrepreneur sans l'obtention d'un ordre écrit dûment établi par le Donneur d'ordres.

- **Calendrier et délai d'exécution des travaux**

Fin d'exécution par type de travaux :

- **LOT1 :**
 - **le 30/08/2026 pour le broyage en plein**
 - **le 31/10/2026 pour la mise en place de la clôture**
- **LOT 2 :**
 - **le 28/02/2027**

6.1.8. Broyage en plein, fourniture et pose d'une clôture de protection contre le gibier.

L'objectif est le broyage rez-terre des ligneux, semi-ligneux et rémanents présents, sauf espèces ligneuses ou tâches de semis indiquées comme étant à conserver. Le broyage est à faire en plein sur les parcelles ou les CEX sont présents sur le plan.

P.18.1 Broyage 2/3 de la surface soit 8m de part et d'autre de l'axe de chaque cloisonnement (16/24).

P.23.1 pas de broyage sur les cloisonnements d'exploitation à 24 m

Le décapage du sol et le brûlage sont interdits. Si, malgré ces recommandations, le sol est décapé après le passage de l'engin, le chantier sera immédiatement arrêté.

L'entreprise aura pris le soin de décrire, dans son offre, les matériels qu'elle pense utiliser pour la réalisation des chantiers et leur puissance.

Un plan des zones à broyer et leur matérialisation sur le terrain, visible depuis une cabine de tracteur, seront préparés par l'ONF.

Lorsque des arbres adultes sont encore en place sur la surface à traiter, une zone de protection de 1,5 m autour du pied des arbres en place sera respectée pour ne pas occasionner de blessures. Cette zone de protection ne sera pas matérialisée sur le terrain : le conducteur de l'engin devra l'apprécier par lui-même. Le broyage ne devra occasionner aucun dégât aux tâches de semis à préserver ou aux lignes de plants existantes.

Le conducteur de l'engin devra organiser sa circulation dans la parcelle de manière à limiter au maximum le passage répété et localisé en certains endroits, source de dégradation du sol.

Les produits du broyage sont laissés sur place, éparpillés dans la parcelle. Aucun produit du broyage ne doit être projeté sur les voies, chemins ou mares.

Localisation :	Parcelles 18.1, 22.3, 23.1
Quantité (ha) :	7.07 ha
Intervention à réaliser au	Tracteur
Traitement des souches	Sans broyage des souches rez-terre.
Présence d'obstacles	Sans objet
Pente	0-10%
Vigueur de la végétation	Forte

Points d'arrêt à minima :

- Hauteur de végétation après travail
- Absence de décapage du sol
- Respect des zones à travailler

6.1.9. Fourniture et mise en place de grillage – Caractéristiques des Fournitures

Les caractéristiques attendues pour le grillage sont :

Grillage à mailles progressives soudées, en acier galvanisé

- Dimension des mailles : largeur 150 mm, hauteur progressive : plus petite sur la ½ ou le 1/3 inférieur avec un écartement des fils horizontaux de 7 à 8 cm en partie basse hors sol et un écartement maximum en partie haute de 25 cm.
- Traitement du grillage : à minima galvanisation riche de classe A selon la norme EN 10244-2 (protection minium : 240 g de zinc/m2).
- Ø (en référence à la norme EN 10218-2) :
 - Ø fil vertical/horizontal : 3 mm ; résistance à la traction de 680 à 880 N/mm2 pour les fils horizontaux (peuvent être ondulés (1 à 2 crantages/ maille)
 - Ø fil de lisière/rive : 3.4 mm ;

Ce grillage est demandé en : 250 cm.

Le candidat indiquera dans le mémoire technique/ fiche de renseignements les caractéristiques exactes du grillage qu'il va mettre en œuvre [annexer une fiche technique et/ou préciser nom commercial, hauteur, dimension des mailles, traitement du grillage diamètre de référence ...] afin de vérifier la conformité à la demande.

Piquets

Les piquets devront avoir été préparés, stockés et transportés dans des conditions ne remettant pas en cause leur séchage, ou susceptibles de provoquer des déformations les rendant impropres à l'usage attendu. Aucune dégradation des piquets par infection fongique ou attaque d'insectes xylophages n'est admise.

Les caractéristiques attendues pour les piquets sont :

- ronds ou fendus,
- épointés (affûtage 2 ou 4 faces sur 20 cm environ),
- en bois durable
- hauteur (m) : 2.50m
- fin bout minimum (cm) : 10/12

Le candidat indiquera dans le mémoire technique/ fiche de renseignements les caractéristiques exactes des piquets qu'il va mettre en œuvre [annexer une fiche technique et/ou préciser : essence proposée, mention fendu ou rond, les diamètres fin bout et à mi-hauteur] afin de vérifier la conformité à la demande.

6.1.10. Mise en place

Organisation du chantier

Afin de s'assurer que l'enclos est bien vide de tout gibier, un certain nombre de mesures spécifiques à chaque chantier pourront être mises en œuvre : point de départ et sens de l'installation, battue préalable à la fermeture de l'enceinte qui devra se faire immédiatement après. Le titulaire devra se conformer aux consignes données et s'organiser en conséquence.

Travaux préparatoires

Le grillage est installé au milieu de l'emprise gyrobroyée de façon à permettre un entretien mécanisé à l'intérieur comme à l'extérieur de l'enclos.

L'entreprise aura toutefois en charge le déplacement hors emprise des éventuels rémanents ou obstacles déplaçables, afin de garantir la bonne étanchéité du dispositif vis-à-vis du passage du gibier. Cette préparation devra se faire en fonction des besoins spécifiques au type de grillage envisagé et avec des moyens adaptés.

L'entreprise aura pris le soin de décrire, dans son offre, les matériels qu'elle pense utiliser pour la réalisation du chantier et leur puissance.

Pose des piquets

L'intervalle entre les piquets sera de 5 mètres avec 2 jambes de force de renfort tous les 50 mètres (au raccord des rouleaux) et aux angles.

Ces piquets sont installés dans le prolongement de la clôture.

Les piquets sont placés verticalement et en alignement.

Ils sont enfoncés de 50cm.

Les travaux ne pourront être réceptionnés que si les pieux et piquets ne peuvent être extraits, ou penchés, à la main. Les jambes de force devront être correctement fixées ou arrimées aux poteaux supports.

Pose du grillage

Le grillage sera replié vers l'extérieur et maintenu au sol. Il sera rabattu sur le sol vers l'extérieur, sur 50 cm. La surface du sol concernée par le repli aura préalablement été débarrassée des rémanents ou autres obstacles déplaçables. En cas de terrain accidenté ou de présence de souches sur le linéaire, il conviendra de faire épouser parfaitement la forme du terrain au repli du grillage **Le rabat sera recouvert de terre de façon à garantir son maintien au sol.**

Le grillage sera fixé sur les poteaux par les crampons ou crampillons en 9 points de fixation régulièrement espacés sur toute la hauteur du poteau.

En présence de fossés, ruisseaux, ou déclivités naturelles situées sous la clôture, ces passages seront fermés avec des pièces de grillage découpées sur mesure et renforcées à l'aide de piquets ou d'agrafes en U.

Pose des portes

1 porte pour l'accès des engins dans l'enclos est à fournir et installer selon le plan qui sera fourni.

L'emplacement de la porte sera confirmé par l'ONF, en sa qualité d'ATDO.

La mise en place devra se faire immédiatement après la pose du grillage, de manière à limiter les intrusions possibles de gibier dans la zone clôturée.

La mise en place des portes et des passages d'hommes sont incluses dans la prestation.

Caractéristiques d'une porte :

- Largeur de la porte : 5 m
- Implantée entre 2 poteaux : dispositif de rabat avec recouvrement à compléter systématiquement par un piquet fixé horizontalement dans le bas pour assurer le maintien au sol.

Petit matériel nécessaire à la mise en place

Tout le petit matériel nécessaire à la mise en place (Crampons ou crampillons, Agrafes (ou fers) en U pour maintien au sol...) est compris dans la prestation de mise en place.

– Crampons ou crampillons et petites fournitures

Des crampillons galvanisés de type 35 x 3.5 (longueur 35 mm, diamètre 3,5 mm) ou 40 x 4.0 seront utilisés pour fixer le grillage sur les piquets en bois. Chaque contact du fil sur le piquet en bois sera cramponné. Les crampillons et autres suggestions sont à la charge de l'entreprise.

Concernant les autres petites fournitures nécessaires au chantier, les caractéristiques suivantes sont demandées :

- attaches rapides pour raccord sur fil ou grillage : diamètre 2,5 mm ;
- tendeurs : galva n°3 ;

Une reconnaissance du chantier sera organisée avec l'entreprise avant le commencement du chantier.

⇒ Caractéristiques de l'intervention :

Localisation	Parcelles 18.1, 22.3, 23.1
Quantité (ml)	680 ml
Pente	0-10%

Points d'arrêt à minima :

- Livraison des fournitures principales sur le chantier : grillage, piquets, porte, agrafes en U éventuelles ;
- Mise en place des piquets ;
- Installation et tension du grillage ;
- Installation des portes.
- Enterrement de rabat

Le titulaire du lot avertira l'ONF, en sa qualité d'ATDO, au plus tard la veille de ces points d'arrêt envisagés, de manière qu'il puisse se rendre disponible pour procéder au contrôle et vérifier si la prestation est conforme aux prescriptions du présent CCTP.

6.2. Fourniture et mise en place de plants, maintenance de cloisonnement et dégagement.

6.2.1. Fourniture de plants

• Description des fournitures

Une fois les plants réceptionnés, le prestataire ne pourra pas invoquer un quelconque défaut de qualité des plants pour remettre en cause la garantie du taux de reprise de la plantation. Les plants fournis seront issus d'un achat « à la planche » en pépinière.

Les plants à fournir par le prestataire sont les suivants :

Essence	Provenance	Catégorie de hauteur principale souhaitée (achat à la planche)	Age	Conditionnement : Racines nues (RN) ou volume minimum en cm ³ Godets	Quantité estimative
---------	------------	--	-----	---	---------------------

Fourniture de plants de chêne pédonculé	QRO100-Nord-Ouest	30 et +	1 + 1	RN	3 200
Fourniture de plants d'Aulne Glutineux	I-AGL901FR- Nord Est et montagnes	30 et +	1 + 1	RN	460
Fourniture de plants de Peuplier	Peuplier de Virginie - Clône Koster	20 à 30 cm	A2		838

Les plants proviendront obligatoirement de pépinières soumises au contrôle phytosanitaire, agréées par le Ministère de l'Agriculture et **déclarées au registre des fournisseurs des Matériels Forestiers de Reproduction sur le site suivant** <http://agriculture.gouv.fr/fournisseurs-especes-reglementees-provenances-et-materiels-de-base-forestiers>.

Le titulaire est tenu d'indiquer sur le détail quantitatif estimatif valant bordereau des prix unitaires, la pépinière d'éducation des plants et son emplacement géographique. Les plants devront être conformes à la réglementation en vigueur fixée par le ministère de l'Agriculture.

Les plants sont achetés à la planche, à un âge précisé sur le détail quantitatif estimatif valant bordereau des prix unitaires. **Le titulaire s'engage à fournir des plants dans le respect de la Charte de bonnes pratiques de production en vue d'améliorer la diversité génétique pour les lots de semences et plants forestiers commercialisés**

La planche doit comporter au moins 50% de plants conformes aux exigences de taille du détail quantitatif estimatif valant bordereau des prix unitaires ou variante retenue, sous peine d'être refusé. Les plants doivent respecter 95% des autres critères demandés au détail quantitatif estimatif valant bordereau des prix unitaires.

Le titulaire s'engage à fournir les documents d'accompagnement pour les essences qui y sont soumises, passeports phytosanitaires européens (PPE) et attestations de traitement pour l'ensemble des plants livrés, quelles que soient les quantités, lot par lot avec chaque bon de livraison.

Les caractéristiques demandées pour chaque essence sont indiquées aux détails quantitatifs estimatifs valant bordereaux des prix unitaires.

Les caractéristiques des plants du détail quantitatif estimatif valant bordereau des prix unitaires retenues (la taille, l'âge, le conditionnement et la provenance) sont à respecter sous peine de refus du lot. Après attribution du marché, aucune modification de caractéristiques ne sera acceptée.

L'ONF, en sa qualité d'ATDO, se réserve la possibilité de faire analyser des échantillons de plants à l'aide de marqueurs génétiques.

- **Arrachage, stockage et transport des plants**

Dès l'extraction, les plants seront placés à l'abri du soleil et du vent. L'ONF, en sa qualité d'ATDO, se réserve le droit d'envoyer son représentant (désigné au bon de commande) à cette opération.

A cet effet, le fournisseur signalera à ce représentant, au minimum 2 jours ouvrés au préalable, le début de l'extraction des plants.

Les plants devront être transportés en véhicules fermés ou bâchés.

Toutes les précautions seront prises pour les protéger du vent, du gel ou du soleil (arrosage préalable, ...), ainsi que pour éviter l'écrasement des plants lors du transport.

Le pépiniériste prendra les dispositions nécessaires pour identifier les plants commandés (étiquettes, marquage, séparation des lots...) et éviter des mélanges entre essences proches ou entre provenances.

Les plants en racines nues devront être conditionnés et livrés en sacs. Ces sacs devront être opaques : intérieur sombre et extérieur blanc pour réfléchir les rayons du soleil et préserver au mieux la qualité des plants (risques d'échauffement, gel...). Le titulaire s'assurera que les sacs des différentes essences ou provenances soient facilement localisables afin de faciliter les opérations de contrôle et de réception.

- **Conditions de livraison**

Le site de livraison est le suivant : sur chantier.

Les livraisons devront avoir lieu du lundi au vendredi inclus, sauf jour férié, entre 8h00 et 16h00, afin de permettre la présence systématique, sauf empêchement d'urgence indépendant de sa volonté, de l'ONF en sa qualité d'ATDO. Les livraisons envisagées à des heures plus tardives devront impérativement avoir fait l'objet d'un accord préalable de l'ONF, en sa qualité d'ATDO, du fait des conséquences induites en termes de manutention des caisses de conteneurs après le coucher du soleil.

Le titulaire prendra contact avec le représentant de l'ONF, en sa qualité d'ATDO, avant la livraison, dans un délai de prévenance qui ne pourra être inférieur à 48 heures (hors week-ends et jours fériés), de manière à l'avertir du créneau de livraison retenu, par créneaux de demi-journées pour les livraisons de moins de 2500 plants. Pour les quantités plus importantes (supérieures à 2500 plants) le titulaire devra demander à son transporteur une information sur :

- la demi-journée de livraison, 48h à l'avance ;
- le créneau horaire par tranche de 2 heures, la veille de la livraison.

Quelle que soit la taille de la livraison toute formule qui permet d'affiner l'horaire de livraison (coordonnées tél. du transporteur par exemple) doit être recherchée pour éviter les attentes improductives.

Le pépiniériste est informé du fait que les points de livraison ne bénéficient pas d'une présence permanente d'un représentant ONF et que le réceptionnaire, s'il se trouve en forêt, peut ne pas être joignable : **il doit donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'avertir suffisamment en amont et lui permettre d'organiser sa présence à la livraison.** A défaut, le lot de plants pourra être refusé sans que le pépiniériste puisse prétendre à un dédommagement de la part du donneur d'ordres. En aucun cas, les produits ne devront être laissés sur place si l'opération de réception n'a pu avoir lieu ; l'ONF, en sa qualité d'ATDO, se déchargeant de toute responsabilité en cas de détérioration ou de vols.

Les plants seront livrés préférentiellement par le pépiniériste. Même s'il fait appel à un transporteur, le pépiniériste demeure responsable des bonnes conditions de préservation des plants et de l'information de l'ONF, en sa qualité d'ATDO.

Dans tous les cas, le pépiniériste devra s'assurer auprès de l'ONF en sa qualité d'ATDO, que les moyens qu'il va mettre en œuvre seront compatibles avec les lieux de livraison, notamment en ce qui concerne le moyen de transport utilisé, par rapport à l'accès au site de livraison (parfois via route empierrée) et au matériel destiné au déchargement. L'ONF, en sa qualité d'ATDO, ne possédant pas de plate-forme de déchargement, ni de matériel adapté, **les manutentions nécessaires au déchargement des produits seront à la charge du fournisseur, qui prendra toute disposition pour le bon déroulement de l'opération.** Pour des raisons de sécurité, aucun personnel de l'ONF, en sa qualité d'ATDO, ne participera à l'opération de déchargement. Si le transporteur n'est pas apte à effectuer seul cette opération, la livraison sera refusée, **sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée au donneur d'ordres.**

Conformément à l'article 19.3 du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, les risques afférents aux transports des plants jusqu'à leur destination incombent au fournisseur.

- **Modalités de réception et de contrôle des plants**

La réception des plants sera effectuée suivant la méthode de contrôle par échantillonnage décrite dans le guide « Réussir la plantation forestière » 3^{ème} édition décembre 2014, dont il appartient à l'entrepreneur de prendre connaissance. Il est téléchargeable à l'adresse :

https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/guide_reussir_la_plantation_forestiere_201501_a4_cle8a81f1.pdf

Ce guide est accepté par les deux parties comme étant la référence sur le protocole de contrôle et sur les critères de conformation et d'état sanitaire.

Les plants devront :

- être de **qualité loyale et marchande** selon les critères de conformation et d'état sanitaire définis par les normes qualitatives CEE rappelées dans le Guide technique "réussir la plantation forestière", édition 2014, et présenter toutes les garanties nécessaires à une bonne reprise : ils ne devront pas avoir souffert du gel, de la sécheresse ou du soleil, ils seront en état de végétation latente et présenteront un enracinement et une tige bien équilibrés.
- satisfaire aux **normes d'âges et de dimensions** indiquées dans le détail quantitatif estimatif valant bordereau des prix unitaires, y compris en ce qui concerne les dimensions et caractéristiques des conteneurs ou des mottes, sous peine de refus du lot, sans que cela donne lieu au versement d'une

quelconque indemnité à la charge du donneur d'ordres. S'il existe un niveau d'exigence supérieur au niveau régional pris dans un arrêté, les normes de cet arrêté prévaudront.

Le bon de livraison devra indiquer la date d'arrachage des plants livrés.

La réception se fera contradictoirement entre l'ONF, en sa qualité d'ATDO et le pépiniériste ou son représentant. Chaque réception donnera lieu à l'établissement d'un document signé par les deux parties.

En cas de livraison par un transporteur, la réception se fera unilatéralement par l'ONF, en sa qualité d'ATDO (sauf délégation formelle écrite de représentation faite par le titulaire au transporteur). Les résultats lui seront opposables et il ne pourra pas les contester. En cas de refus du lot, l'ONF, en sa qualité d'ATDO, s'engage à conserver les bottes de plants échantillonnées ayant servi au contrôle, le temps d'organiser une contre-visite par le pépiniériste si ce dernier en fait la demande, dans un délai ne pouvant excéder 7 jours ouvrés.

Le titulaire est conscient du temps nécessaire au bon déroulement des opérations de réception et s'engage à en informer préalablement son représentant, ou son prestataire en cas de livraison par un transporteur. Aucune indemnité ne pourra être réclamée au donneur d'ordres en dédommagement de l'attente du chauffeur le temps des opérations de contrôle et de réception.

Dans la mesure du possible, la réception devra être faite dans un délai d'une demi-heure lorsqu'il y a un nombre restreint d'essences et hors temps de déchargement. Le temps de réception pourra excéder cette durée en cas de lots multi-essences, mais les équipes ONF s'efforceront de le réduire au maximum.

Au cas où le transporteur ne pourrait demeurer présent pour la réception de l'ensemble des essences, la réception sera terminée unilatéralement par l'ONF, en sa qualité d'ATDO, avec conservation des bottes de plants échantillonnées pour justification de la décision prise. En cas de refus de réception, l'ONF, en sa qualité d'ATDO, avertira au plus vite le titulaire. Le titulaire assurera à ses frais la reprise et le remplacement du lot de plants refusé.

Chaque livraison s'accompagnera impérativement de la remise à l'ONF, en sa qualité d'ATDO, des **documents d'accompagnement des plants** : document du fournisseur pour les essences qui y sont soumises, passeports phytosanitaires européens (PPE) et attestations de traitement pour l'ensemble des plants livrés, quelles que soient les quantités, lot par lot. En cas de non-présentation de ces documents, le lot sera refusé sans que cela donne lieu au versement d'une quelconque indemnité à la charge du donneur d'ordres.

Les conteneurs devront avoir le volume minimal indiqué au détail quantitatif estimatif valant bordereau des prix unitaires. Le contrôle s'assurera de l'équilibre du développement des parties aériennes et racinaires, ainsi que de la qualité des racines. A cet effet, un nombre minimum de 27 conteneurs tirés au hasard sera extrait par lot (1 lot : série homogène de conteneurs élevés dans les mêmes conditions de substrat sur une même planche) afin de juger du développement des racines selon les critères du guide "réussir la plantation forestière". La hauteur de la tige devra être inférieure à deux fois celle du conteneur et à six fois celle de son diamètre moyen.

En cas de contrôle aboutissant à une décision de refus de lot, l'ONF, en sa qualité d'ATDO, conservera pour toute demande de justification ultérieure les échantillons de plants ayant servi aux opérations de contrôle, sans paiement de cet échantillon au pépiniériste.

Le titulaire retenu assume seul les frais de retour de la marchandise non réceptionnée (ou de sa destruction en cas de non reprise), ainsi que les impossibilités de réceptionner ou les surcoûts engendrés par des défaillances du transporteur pour respecter l'organisation programmée.

En cas de mise en place de plants non fournis par le titulaire, la réception des plants se fera conjointement entre le fournisseur des plants, l'ONF, en sa qualité d'ATDO, et le titulaire. Le tableau de contrôle de réception des plants sera signé par les trois parties, signature validant la réception. Celle-ci vaudra acceptation des plants par le titulaire et lui transfèrera la responsabilité complète de la garantie de reprise.

6.2.2. Mise en place de plants

- **Spécifications techniques liées à la mise en place**

- **Période de plantation**

Les plantations s'effectueront hors période de gel ou sécheresse avérée, pendant la période prévue au calendrier d'exécution ci-dessous. L'ONF, en sa qualité d'ATDO, se réserve le droit d'interrompre le chantier si les conditions climatiques ne permettent pas son exécution ou sont de nature à compromettre la bonne réussite de la plantation (neige, gel, vent, sécheresse). Ces interruptions ne donnent pas lieu à indemnisation. Une prorogation de délai d'exécution d'une durée égale à la période d'interdiction pourra être accordée au titulaire.

Une plantation commencée NE DEVRA PAS ETRE INTERROMPUE, SAUF aléas climatique ET en accord avec l'ONF, en sa qualité d'ATDO. Dans ce cas-là, le titulaire préviendra l'ONF, en sa qualité d'ATDO, de la reprise du chantier, 24 heures à l'avance

Le titulaire fournira par quinzaine le planning prévisionnel des plantations.

Si une autre équipe de planteurs devait intervenir en complément ou en substitution de l'équipe ayant démarré le chantier, le titulaire :

- avertira l'ONF, en sa qualité d'ATDO, du changement d'équipe
- s'assurera par lui-même et sans solliciter l'ONF, en sa qualité d'ATDO, que les consignes données au démarrage du chantier sont correctement et en intégralité transmises (localisation, schéma de plantation, technique de mise en œuvre ...) à la nouvelle équipe et donc à chacun des planteurs.

- **Approvisionnement et mise en jauge des plants en racines nues**

Le transport des plants se fera conformément aux prescriptions de l'article arrachage et transport des plants. L'approvisionnement du chantier sera fait **au minimum une fois par semaine**.

La mise en jauge des plants est à la charge du titulaire (y compris création de la jauge si besoin).

Les plants devront être constamment protégés de la dessiccation et des risques liés au gibier.

Ils seront mis en jauge le plus rapidement possible par une équipe présente sur place au moment de la réception.

La mise en jauge des plants sera effectuée de manière à protéger les plants contre le hâle, la sécheresse et le gel : les bottes de plants seront déliées et la terre bien tassée de manière à assurer un contact intime avec les racines et empêcher la pénétration de l'air. La durée pendant laquelle les plants pourront séjourner en jauge sur le chantier **ne devra pas dépasser 20 jours**. Il appartient au titulaire d'organiser l'approvisionnement du chantier en conséquence.

- **Approvisionnement et stockage des plants en conteneurs**

Le transport des plants se fera conformément aux prescriptions de l'article arrachage et transport des plants.

Le stockage est à la charge du titulaire.

Les plants devront être constamment protégés de la dessiccation et des risques liés au gibier.

Le stockage des plants sera effectué de manière à les protéger contre le hâle, la sécheresse, le gel et les risques liés au gibier.

Une vigilance doit être accordée à l'état hydrique des mottes. L'arrosage des plants est à la charge du titulaire durant tout le délai entre leur réception et leur mise en terre.

Il appartient au titulaire d'organiser l'approvisionnement du chantier en conséquence.

- **Schéma de plantation et jalonnement**

Localisation	Parcelles 18.1, 22.3, 23.1
Surface à planter	7.07 ha.

Itinéraire :	Plantation en plein à 1 800 plants/ha
Introduction du mélange	Voir schéma joint

A l'ouverture du chantier, l'ONF, en sa qualité d'ATDO, expliquera le schéma de plantation prévu au lot et précisera les éventuelles adaptations relatives à la configuration du chantier.

Sauf indications contraires dans la description du lot, il faudra respecter les distances minimales de plantation par rapport :

- aux chemins, clôtures, fossés, pistes, routes : 6 m
- aux peuplements : par défaut égale à la moitié de la hauteur du peuplement voisin
- aux bords des cours d'eau et mares : 10 m

Le jalonnement des lignes de plantation est à la charge du titulaire. Un jalon tous les 30 mètres environ restera en place après plantation. Hauteur minimum hors sol 1.30 mètres. L'extrémité des piquets sera peinte. On alternera les couleurs une ligne sur 2.

Caractéristiques des jalons demandées :

Piquets :

- hauteur 1,50 m
- section 22/22
- en acacia, châtaignier ou chêne
- scié, épointé, équarri et sans chanfrein

Les limites des zones à planter et le sens des lignes seront indiquées par l'ONF, en sa qualité d'ATDO.

Dans tous les cas, le schéma de plantation et les zones particulières indiqués par l'ONF, en sa qualité d'ATDO, devront être respectés.

Respecter l'espacement des plants sur la ligne à l'aide d'une pige. L'espacement sera contrôlé lors de la réception du chantier.

– **Mise en terre**

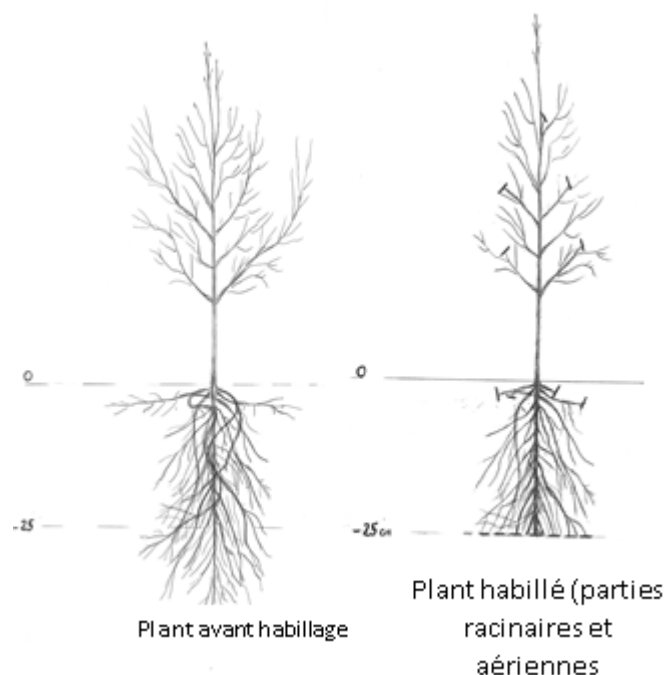
○ **Plants racines nues**

Les plants seront autant que de besoin habillés individuellement au sécateur, à l'ombre et à l'abri du vent.

Il s'agit de :

- couper proprement les parties blessées des grosses racines (latérales et traçantes)
- rafraîchir légèrement le chevelu (le chevelu latéral sera gardé intact, sauf s'il est très long et risque d'être enroulé sur lui-même à la mise en terre) ;
- laisser le pivot des espèces pivotantes le plus long possible ;
- si nécessaire réaliser une taille d'équilibrage des parties aériennes, consistant à tailler les branches latérales en proportion de la quantité de racines coupées de façon à limiter l'évapotranspiration du plant lors de la première saison de végétation après plantation. Le bourgeon terminal ne devra pas être coupé. En cas de fourchaison très marquée du plant (gravité à juger en fonction de l'essence), une taille sera réalisée avant la mise en place.

L'habillage par lot à la serpe est interdit.



L'entreprise veillera à désinfecter la lame des sécateurs préalablement à la première opération d'habillage, puis entre chaque lot de plants, afin d'éviter la propagation éventuelle de pathogènes.

Chaque planteur sera muni d'un sac à planter opaque dans lequel les racines des plants devront être protégées du dessèchement. La mise en terre s'effectuera dans un délai aussi court que possible après la livraison ou la sortie de jauge. Les manipulations des plants sur le chantier ne devront être effectuées qu'au fur et à mesure de l'avancement des planteurs, et ne porter que sur des lots unitaires inférieurs à 100 plants.

- **mise en place en fente** : la fente en T sera faite aux coups de pioche perpendiculaires. Le trou sera suffisamment large et profond pour pouvoir disposer aussi régulièrement que possible l'ensemble des racines au contact de la terre.

Le plant sera installé verticalement, sans courber, couder ni retourner les racines. Le collet sera légèrement enterré (1 - 2 cm). Le sol sera tassé correctement autour du plant qui doit résister à une traction modérée. Le tassement sera réalisé en utilisant la plante des pieds. L'usage du tassement par le talon est interdit.

Le redressement et rehaussement des plants est à la charge du titulaire durant la période de garantie.

Les jauges sont à reboucher à la fin du chantier de plantation.

La mise en place des plants sera contrôlée lors de la réception du chantier.

- **Modalités de réception des prestations, conformité**

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 30 des clauses générales d'achat de fournitures courantes et services.

Pendant le déroulement du chantier, en cas de non-respect des dispositions techniques prévues au contrat, ou si la qualité du travail effectué par le titulaire est jugée insuffisante, l'ONF, en sa qualité d'ATDO, en informera le titulaire qui devra prendre toutes les mesures pour remédier au problème.

A l'issue du chantier il est demandé un relevé du nombre de plants par ligne pour toutes les parcelles. La réception des travaux ne pourra s'effectuer que si ce relevé est fourni.

Le titulaire avisera l'ONF, en sa qualité d'ATDO, de la date d'achèvement des travaux au maximum 2 jours ouvrés après la fin des travaux. Le titulaire et l'ONF, en sa qualité d'ATDO, procéderont ensemble aux opérations de réception dans un délai maximum de 3 semaines après la date d'achèvement. La signature du procès-verbal de réception interviendra ensuite dans un délai de 7 jours maximum. Le délai de garantie court à partir de la date de signature du procès-verbal.

A défaut l'ONF, en sa qualité d'ATDO, convoquera par écrit le titulaire à la réception des travaux dès lors qu'il estime les travaux terminés. Si le titulaire ne répond pas à cette convocation, son absence sera mentionnée

sur la réception et celle-ci se fera unilatéralement. Les résultats seront opposables au titulaire qui ne pourra pas les contester.

La réception des travaux de mise en place s'effectuera conformément au procès-verbal de réception d'un chantier de plantation (modèle joint au dossier de consultation).

- **Evaluation de la reprise des plants et garantie de reprise**

L'évaluation de la reprise des plants sera réalisée conformément aux préconisations du guide « Réussir la plantation forestière » (Ministère de l'Agriculture, 2014), dont il appartient au titulaire de prendre connaissance. La détermination du taux de reprise sera réalisée contradictoirement entre le titulaire et l'ONF, en sa qualité d'ATDO.

L'échantillonnage des plants faisant l'objet de l'évaluation de reprise sera réalisé de la manière suivante :

- pour les plantations forestières classiques, par comptage statistique au taux minimal de 3 %, sachant qu'il est néanmoins recommandé d'adopter des taux de sondage plus forts, pouvant atteindre 10 % pour les petits chantiers de moins de 10 000 plants. Le taux de sondage sera conforme au protocole d'évaluation du taux de reprise en vigueur sur le territoire de la Direction Territoriale ONF
- pour les plantations à densité définitive de plants de hautes tiges, à l'image des peupliers, par comptage en plein.

Le redressement et rehaussement des plants, le redressement des jalons et tuteurs et la vérification de la fixation des gaines sur les tuteurs sont à la charge du titulaire durant la période comprise entre la date de fin de plantation et la date d'évaluation de la reprise des plants. Le titulaire interviendra à la demande de l'ONF, en sa qualité d'ATDO, ou de sa propre initiative mais en ayant dans ce cas averti 2 jours ouvrés préalablement l'ONF, en sa qualité d'ATDO.

Lorsque la détermination de la cause de la mort des plants le nécessitera, le comptage pourra être assorti d'un arrachage d'une fraction de plants morts, et éventuellement de plants vivants à titre de comparaison. Le taux de reprise exigé sera de 80 %, par essence et par qualité, pour chaque chantier (plantation homogène d'un seul tenant).

Dans son offre, le titulaire intégrera les coûts de regarnis éventuels imposés par les présentes conditions de garantie de reprise.

Offre de base :

Le taux de reprise sera déterminé à partir du 1^{er} octobre qui suit d'au moins 90 jours la réception des travaux de plantation, et avant le 31 octobre de la même année.

Le titulaire ne sera pas tenu responsable des mortalités résultant des éléments suivants :

- force majeure, éboulements, inondations, ravinements, glissements et reptations de neige ou avalanche ayant détruit ou emporté le boisement, incendie imputable à des tiers ;
- attaques d'animaux prédateurs ou parasites non imputables à l'insuffisance ou à la mauvaise qualité d'ouvrages de protection ou de traitements réalisés par le titulaire dans le cadre du marché ;
- sécheresse caractérisée définie à partir de 2 indices de Météo France (données spatialisées selon la grille SAFRAN au pas de 8 km x 8 km) :
 - Standardised Soil Wetness Index (SSWI) sur 3 mois (juin/juillet/août)
 - Standardised Precipitation Index (SPI) sur 3 mois (juin/juillet/août)

La sécheresse est caractérisée si la somme de ces deux indices est inférieure à - 2.

Ces indices étant payants, l'ONF, en sa qualité d'ATDO, se chargera de leur acquisition auprès de Météo France et les transmettra au titulaire, pour la zone concernée par le chantier.

En dehors de ces cas d'exclusion, le titulaire sera tenu de regarnir la plantation de manière à atteindre le taux minimal de 80% de plants vivants.

Le taux de reprise sera déterminé à partir du 15 juin qui suit d'au moins 45 jours la réception des travaux de plantation, et avant le 10 juillet de la même année.

Le titulaire ne sera pas tenu responsable des mortalités résultant des éléments suivants :

- force majeure, éboulements, inondations, ravinements, glissements et reptations de neige ou avalanche ayant détruit ou emporté le boisement, incendie imputable à des tiers ;
- attaques d'animaux prédateurs ou parasites non imputables à l'insuffisance ou à la mauvaise qualité d'ouvrages de protection ou de traitements réalisés par le titulaire dans le cadre du marché.

En dehors de ces cas d'exclusion, le titulaire sera tenu de regarnir la plantation de manière à atteindre le taux minimal de 80% de plants vivants.

Les regarnis effectués dans le cadre de cette garantie ne bénéficient pas d'une nouvelle garantie.

En cas de protections contre le gibier ou de traitement phytosanitaire des plants, le titulaire prend également à sa charge la dépose et repose (ou le remplacement si cette opération les dégrade) des protections ou l'application d'un nouveau traitement.

6.2.2 Matérialisation de l'implantation d'un nouveau cloisonnement sylvicole.

Localisation :	Parcelle 23.1
Quantité (ha) :	2.13
Intervention à réaliser	Dans une régénération inférieure à 3 m.
Dispositif	Entraxe 8 m, 1/3 doublé
Largeur des CSY	2 m
Pente	0-20%
Divers	Tournière de 4 m bord des frênes chararosés à l'Ouest.

L'extrémité des piquets sera peinte. On alternera les couleurs une ligne sur 2.

Caractéristiques des jalons demandées :

Piquets :

- hauteur 1,50 m
- section 22/22
- en acacia, châtaignier ou chêne
- scié, épointé, équarri et sans chanfrein
-

7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

7.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

7.2. Forme et contenu des prix

7.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Le prix est fixé au détail quantitatif estimatif valant bordereau des prix unitaires annexé à l'Acte d'Engagement du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités commandées, le prix unitaire figurant au détail quantitatif estimatif valant bordereau des prix unitaires annexé à l'Acte d'Engagement.

7.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

7.3. Indemnisation

La diminution ou l'augmentation du montant contractuel du marché, quel qu'en soit le montant, ne donne droit à aucune indemnité pour le titulaire.

7.4. Variation dans les prix

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

7.5. Modalités essentielles de paiement

7.5.1. Avances

Une avance pourra être accordée à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG – prestations de services et fournitures courantes.

7.5.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le titulaire peut être débiteur envers la commune au titre du marché, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

7.5.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à la commune :

- de façon dématérialisée en répondant aux paramétrages souhaitées par la commune. Le dépôt devra se faire sur le site Chorus Pro, avec indication du n° de SIRET du donneur d'ordre, numéros d'engagement et de service.

- Une copie de la demande de paiement devra être systématiquement envoyée par messagerie électronique à l'ONF en sa qualité d'ATDO (cf coordonnées au 1.3)

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

7.5.4. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

7.5.5. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de la commune par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 30 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

7.5.6. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

8 PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 14 du CCAG – prestations de services et fournitures courantes.

Le non-respect du présent CCTP entraînera une réfaction sur prix des montants facturés.

8.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, le pouvoir adjudicateur pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler à l'ONF, en sa qualité d'ATDO, avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

8.2. Retard imputable au pouvoir adjudicateur

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable au pouvoir adjudicateur ou à l'ONF en sa qualité d'ATDO, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

8.3. Retard imputable au titulaire

Le non-respect des délais pour une prestation entraînera l'application de pénalités de 1/1000 du montant total des travaux HT, par jour de retard calendaire.

8.4. Retard de livraison des plants

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai de livraison est dépassé par le fait du titulaire du marché, ce dernier encourt une pénalité forfaitaire de 50 euros HT par jour calendaire de retard.

Un courrier de relance servira de point de départ au calcul des pénalités. Le calcul des pénalités sera fait à compter de sa réception.

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre.

8.5. Non-respect du délai de prévenance

Si le titulaire ne respecte pas le délai de prévenance avant la livraison, il se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 200 euros.

8.6. Pénalités pour indisponibilité de plants

En cas de livraison de plants non conformes, ils seront repris par le titulaire à sa charge et celui-ci sera tenu de livrer à nouveau des plants de qualité loyale et marchande.

En cas d'impossibilité d'échanger les plants, l'ONF en sa qualité d'ATDO, sollicitera un autre fournisseur afin d'obtenir les plants conformes au marché. S'il s'avérait que les prix des plants soient supérieurs à ceux présentés par le titulaire, celui-ci s'engage à payer au pouvoir adjudicateur la différence entre le coût initial prévu au marché attribué et le coût proposé par le fournisseur acceptant de fournir les plants concernés, de qualité loyale et marchande.

Au cas où aucun fournisseur ne pourrait proposer des plants conformes en remplacement des plants non admis, pour tenir compte du surcoût occasionné au pouvoir adjudicateur du fait de l'impossibilité de procéder au reboisement prévu, le titulaire du marché **pourra** se voir appliquer une pénalité correspondant au coût total hors taxes des travaux préparatoires à la plantation dans les parcelles où auraient dû être mis en place les plants non admis, qui devront être refaits (travaux de préparation de la végétation et du sol).

9 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

10.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

10.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le

numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

10.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

10.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

11 DEROGATIONS AU CCAG PRESTATION DE SERVICES ET FOURNITURES COURANTES

Les articles 8.3 et 8.4 dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS.